

N° DP 25/501

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 9 000 € - COMITE DEPARTEMENTAL DES PECHEs MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS DU VAR - PROGRAMME D'ACTIONS 2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 3 avril 2025 pour l'attribution d'une subvention de 9 000 euros,

CONSIDERANT la demande de subvention du Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var à Toulon Provence Méditerranée de 10 000 euros pour la réalisation de son programme d'actions durant l'exercice 2025, sur un budget prévisionnel total de 67 530 euros,

CONSIDERANT que le Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var est un organisme interprofessionnel de droit privé chargé de missions de service public : aide et soutien, information et conseil aux filières pêche et aquacole emblématiques du territoire,

CONSIDERANT que le Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var a pour missions : d'assurer la représentation et la promotion, au niveau départemental, des intérêts généraux des professionnels exerçant une activité de pêche maritime ou d'élevage marin et auprès des entreprises de pêche et des salariés de ces entreprises, une mission d'information et de conseil,

CONSIDERANT que cette organisation repose essentiellement sur l'échange et la concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur pour la pérennité d'un savoir-faire, des conditions d'exploitation et de la qualité de son environnement,

CONSIDERANT que les filières pêches et aquacoles sont des filières locales artisanales et emblématiques du paysage métropolitain durement touchées par la réglementation européenne pour la pêche et les conflits d'usage pour les activités aquacoles qui freinent leur développement,

CONSIDERANT que le bon fonctionnement du Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var contribue au développement économique des filières locales et artisanales emblématiques du territoire,

CONSIDERANT que le Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var est force de propositions pour de nouveaux projets en lien avec la vente en circuit courts (axe de développement du PAT TPM) de poissons et la lutte contre le braconnage,

CONSIDERANT les objectifs du Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var en 2025 :

- maintenir une pêche locale dynamique tout en préservant la ressource halieutique et les milieux marins,
- simplifier les démarches des professionnels en les accompagnant en vue de l'aboutissement optimal de leurs projets,

CONSIDERANT la convention ci-jointe,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec le Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var en vue de l'attribution d'une subvention de 9 000 euros, soit 13,32 % maximum du coût total de la réalisation du programme d'actions pour l'année 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget Principal 2025 : Imputation 65748, opération 1241, fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 14 MAI 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





1505 1A11 4.7



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

COMITE DEPARTEMENTAL DES PECHEES MARITIMES ET DES ELEVAGES MARINS DU VAR

PROGRAMME D'ACTIONS

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision DP N° 25 / ... en date du 2025, ci-après désignée « La Métropole »,

ET

Le COMITE DEPARTEMENTAL DES PECHEES MARITIMES ET DES EVEVAGES MARINS DU VAR, ayant son siège Quai des Pêcheurs à TOULON, représenté par son Président Geoffrey MENARD, ci-après désigné **CDPMEM Var**,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Les filières pêches et aquacoles sont des filières locales artisanales et emblématiques du paysage métropolitain. Les pointus colorés animent les ports et sont source d'attractivité. Les pêcheurs pratiquent une petite pêche côtière dite « aux petits métiers » respectueuse des saisons et du milieu. Ces filières sont durement touchées par la réglementation européenne pour la pêche ; les pêcheurs au gangui sont aujourd'hui dans un plan de fin d'activité (sortie de flotte). Pour les activités aquacoles ce sont surtout les conflits d'usage sur le plan d'eau qui freinent leur développement. La représentativité et l'accompagnement (défense des intérêts des pêcheurs au plus haut niveau, aide et conseil juridique ...) de ces filières sont assurés par le comité des pêches qui a une mission de service public. Le CDPMEM est force de propositions pour de nouveaux projets en lien avec la vente en circuits courts de poissons (axe stratégique du PAT TPM) et la lutte contre le braconnage avec la mise en place de gardes jurés grâce aux FEAMPA : Fond Européens pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture.

Le CDPMEM poursuit deux objectifs :

- Maintenir une pêche locale dynamique tout en préservant la ressource halieutique et les milieux marins ;
- Simplifier les démarches des professionnels, accompagner les professionnels en vue de l'aboutissement optimal de leurs projets.

L'accompagnement des patrons pêcheurs et des aquaculteurs, centrés sur leur cœur de métier, est essentiel ainsi le CDPMEM sollicite TOULON PROVENCE MEDITERRANEE une subvention de 10 000 euros pour son fonctionnement.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme défini en annexe I que le CDPMEM Var s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU CDPMEM VAR

Le CDPMEM Var s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant le logo TPM sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de le CDPMEM Var. Le CDPMEM Var informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, le CDPMEM Var à hauteur de 9 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 – opération 1241 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 13,32 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **9 000 euros** sera versée au **CDPMEM Var** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **6 300 euros** à la notification de la présente convention
- Le solde, soit **2 700 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
 - o Le relevé de conclusions pour l'année 2025 de la réunion du Conseil d'Administration signé du Président,
 - o Rapport sur les comptes annuels 2025 signé par le Commissaire aux Comptes.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par le CDPMEM Var lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par le CDPMEM Var. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DU CDPMEM VAR

Le CDPMEM Var adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le CDPMEM Var valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, le CDPMEM Var s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par le CDPMEM Var de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera le CDPMEM Var par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité le CDPMEM Var à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants du CDPMEM Var à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire du CDPMEM Var.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par le CDPMEM Var est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, le CDPMEM Var procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le CDPMEM Var s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, le CDPMEM Var devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de le CDPMEM Var, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention **est du** ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

Pour
**LE COMITE DEPARTEMENTAL DES
PECHES MARITIMES ET ELEVAGES
MARINS DU VAR**

Le Président
Geoffrey MENARD

Pour la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I :

Le CDPMEM Var s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Le Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins du Var (CDPMEM Var), qui a été créé en 1979, est un organisme interprofessionnel qui a pour missions (Article L912-3.II du code rural et de la pêche maritime) :

- D'assurer la représentation et la promotion, au niveau départemental, des intérêts généraux des professionnels exerçant une activité de pêche maritime ou d'élevage marin ;
- D'assurer, auprès des entreprises de pêche et des salariés de ces entreprises, une mission d'information et de conseil.

Les Comités des Pêches Maritimes et des Elevages Marins sont des organismes de droit privé chargés de missions de service public. Ils regroupent tous les professionnels des pêches maritimes et des élevages marins qui dépendent de son ressort territorial.

Cette organisation repose essentiellement sur l'échange et la concertation avec l'ensemble des acteurs du secteur pour la pérennité d'un savoir-faire, des conditions d'exploitation et de la qualité de son environnement.

Dans le Var, environ 250 pêcheurs sont actifs et de nombreux matelots travaillent sur les six fermes piscicoles présentes dans la Baie du Lazaret.

Les professionnels varois dépendant du Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CDPMEM Var), qui regroupe les professionnels de la filière pêche et piscicole.

Depuis le 30 mai 2022, M. Geoffrey MENARD en est le Président.

DESCRIPTIFS DES ACTIONS du CDPMEM Var en 2025

AXE N° 1 : REPRESENTATION, DEFENSE ET PROMOTION AU NIVEAU DEPARTEMENTAL, DES INTERETS GENERAUX DES PROFESSIONNELS EXERÇANT UNE ACTIVITE DE PECHE MARITIME OU D'ELEVAGE MARIN

*Maintenir une pêche locale dynamique
tout en préservant la ressource halieutique et les milieux marins*

ACTION 1 : CONCERTATION ET DEFENSE DES METIERS

- Représenter et défendre les intérêts des professionnels lors des instances de concertation
- Assurer l'interface entre les professionnels et l'Administration
- Veiller aux évolutions réglementaires afin que les intérêts des professionnels locaux soient pris en compte
- Animer la commission oursin chargées de faire remonter aux échelons supérieurs les décisions et propositions
- Poursuivre les travaux entamés en 2023 sur le dossier de demande de maintien de la dérogation gangui après mai 2024 et poursuivre le suivi de l'activité par l'étude les données récoltées dans les obligations déclaratives.
- Apporter les connaissances nécessaires à la défense des métiers patrimoniaux menacés.

ACTION 2 : PRESERVATION

- **Participer** aux projets ayant des objectifs d'amélioration des connaissances sur les ressources, l'environnement et les pratiques de pêche
- **Sensibiliser** les professionnels aux enjeux sur les habitats marins

ACTION 3 : PROMOTION

- Participer aux événements afin de **valoriser la filière** pêche et aquacole locale
- Réaliser des actions de sensibilisation-découverte à la **consommation de poisson durable** et peu connus du grand public
- Réaliser des actions de **promotion des métiers** et favoriser l'accès des jeunes dans la profession
- Valoriser le **savoir empirique** des professionnels.

Indicateurs de réussites Axe 1 :

- Nombre d'interventions du CDPMEMV afin de défendre les intérêts des pêcheurs dans les instances de concertation
- Nombre d'actions pour la valorisation des métiers et produits de la mer
- Nombre de mesures favorables aux professionnels obtenues lors des concertations
- Ensemble des règlements prud'homaux validés par la DDTM83.

Dépenses prévisionnelles (€)	Animation 70%	Mission/prestation	Frais de structurels et de gestion
47 871 €	36 050 €	10 771 €	1 050 €

AXE 2 : MISSION D'INFORMATION ET DE CONSEIL DES PROFESSIONNELS.

Il s'agit de simplifier les démarches des professionnels, accompagner les professionnels en vue de l'aboutissement optimal de leurs projets

ACTION 4 : ACCUEILLIR, SOUTENIR & ACCOMPAGNER

- **Assistance technique** des entreprises et relais administratif auprès des professionnels : information et conseils pour leurs projets (création ou modernisation d'entreprise, autorisation européenne de pêche, formations, permis de mise en exploitation, ...)
- Aide à l'appropriation des nouveaux outils : Portails Urssaf, Marin et armateur, VISIO-Capture
- **Assistance juridique et sociale** (droit du travail, chômage, retraites, etc)
- Aider les professionnels pratiquant le gangui dans le montage du plan d'accompagnement individuel et dans leurs projets de reconversion.

ACTION 5 : VEILLER, SUIVRE ET DIFFUSER LES INFORMATIONS

- Interface de **diffusion de l'information** : Informer les professionnels sur les évolutions réglementaires, locales, nationales et européennes
- Animation de la page Facebook du Comité.

Indicateurs de réussites Axe 2 :

- *Tableau de bord des accompagnements et bilan des demandes en fonction des thématiques en vue de l'optimisation de l'offre de service du CDPMEMV*
- *Augmentation du nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux*
- *Nombre de professionnels ayant bénéficié du plan d'accompagnement gangui.*

Dépenses prévisionnelles (€)	Animation 30%	Mission/prestation	Frais Structurel et de gestion
19 659 €	15 450 €	3 759 €	450 €

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2025

Dépenses		Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature de concours financiers	Montant
Axe 1	47 871 €	Conseil Régional Sud	20 259 €
Axe 2	19 659 €	Toulon Provence Méditerranée	10 000 €
		CPO (Cotisations patronales)	11 000 €
		Prestations	26 271 €
TOTAL	67 530 €	TOTAL	67 530 €

La subvention de 9 000 € représente 13,32 % du total des produits :
 (montant attribué/total des produits) x 100.

